

LOUISE MUSHIKIWABO

Secrétaire générale de l'Organisation internationale de la Francophonie

Thierry de Montbrial, fondateur et président de l'Ifri et de la WPC

Louise Mushikiwabo est la secrétaire générale de l'Organisation depuis maintenant trois ans, cela passe incroyablement vite. Et nous avons décidé ensemble d'avoir une conversation qui part de l'idée que l'Organisation de la Francophonie est une organisation politique ou qui a, en tout cas, une réelle vocation politique.

Bien entendu, la langue française, le parler français, et j'ai envie de dire les parlers français, sont très importants dans cette organisation, mais ce n'est pas une organisation à proprement parler culturelle. C'est un peu cela, mais c'est, si je puis dire, plus que cela.

Louise, nous allons peut-être commencer sur ce thème – et comme nous nous tutoyons en privé, nous allons nous tutoyer en public –, c'est-à-dire que tu nous dises, après ces trois années, quelle est pour toi la vocation de cette organisation, comment tu souhaiterais qu'elle se développe avec toi et plus tard avec tes successeurs.

Louise Mushikiwabo

Merci beaucoup, Thierry. Je suis heureuse d'être ici. Je vois beaucoup de visages qui me sont familiers.

La Francophonie, c'est une très belle histoire parce que c'est l'histoire d'une grande vision d'hommes qui étaient colonisés par la France et qui ont décidé d'extraire de cette très mauvaise expérience un outil précieux, qui est la langue française, qui les unissait et qui leur permettait de communiquer sur le plan international. Ils ont décidé d'utiliser cette langue française comme un moyen de coopérer entre eux. Ils ont ensuite intéressé d'autres nations qui les ont rejoints.

À l'origine, ce sont trois hommes africains et un Cambodgien, c'est-à-dire le président Léopold Sédar Senghor du Sénégal, le président Hamani Diori du Niger, le président Habib Bourguiba de Tunisie et le roi Norodom Sihanouk, qui se sont dit : « Finalement, nous allons prendre cette langue et l'utiliser comme ciment avec d'autres nations. »

À l'origine, la Francophonie était effectivement une agence de coopération culturelle. Mais très vite, au cours des années, la Francophonie a changé. Je dirais qu'elle s'est améliorée et qu'elle est devenue beaucoup plus importante. En 1970, quand la Francophonie est née, c'était au bord du fleuve Niger à Niamey. L'idée était de continuer d'explorer une façon de se mettre ensemble.

Je dis que c'est une belle histoire parce qu'aujourd'hui, c'est une organisation qui a tout son sens. Nous vivons dans un monde, et nous l'avons vu pendant cette crise sanitaire, où nous n'avons pas d'autre choix que de coopérer. Nous sommes dans un monde d'interdépendance. Je crois que tout dépend de la façon dont nous gérons cette interdépendance.

Je suis la quatrième personne à la tête de cette organisation, après Boutros Boutros-Ghali, Abdou Diouf et ensuite Michaëlle Jean, donc un Égyptien, un Sénégalais, une Canadienne et je suis rwandaise. Mon pays, qui a quatre langues officielles aujourd'hui, était parmi les 21 membres qui ont signé, à Niamey, cette charte de la Francophonie.

Il y a donc une évolution au niveau linguistique du monde francophone, mais il y a aussi une évolution de plus en plus politique. J'ai été élue en octobre 2018, à Erevan en Arménie, avec le mandat de repenser et redynamiser l'Organisation dans le contexte actuel.

Comment je pense développer cette organisation, lui donner plus d'influence sur le plan politique international, la focaliser ? La Francophonie étant d'origine culturelle et de coopération, c'est une organisation qui s'est beaucoup dispersée et qui a fait de très bonnes choses pendant ses 50 années d'existence, mais qui n'a pas pu rester concentrée sur quelques sujets.

Depuis 2019, nous essayons de resserrer les champs d'activité. Le monde multilatéral est à la réforme et l'heure est à la réflexion et au changement, et je pense qu'une organisation comme la nôtre est dans le même exercice.

Personnellement, je pense que la Francophonie a des valeurs cardinales telles que le respect des droits, l'égalité entre les hommes et les femmes – un sujet d'une grande importance pour moi aussi, personnellement –, mais aussi le numérique qui est incontournable aujourd'hui. Mais, surtout, notre organisation doit se tourner de plus en plus vers la jeunesse.

Nous comptons aujourd'hui 88 États et gouvernements membres. Sur plus de la moitié des membres à part entière de l'Organisation, c'est-à-dire 54 membres, nous avons 32 pays africains, dont 3 membres associés qui ne sont pas d'origine francophone : le Ghana, le Mozambique et la Gambie. Il y a une grande majorité africaine à laquelle s'ajoutent 29 pays et 19 pays membres de l'Union européenne. Et pour moi, si je peux m'exprimer ainsi, la force de frappe de notre organisation est grande.

Il faut donc que nous puissions nous focaliser sur nos champs d'action, être présent là où il faut être présent, là où le monde va, et surtout avoir des résultats sur le terrain. Vous savez que dans le multilatéral, on peut passer cinq ou six ans à aller à des conférences, à faire des discours et à organiser des sommets. Aujourd'hui, c'est en porte-à-faux avec les attentes et les demandes de nos citoyens.

Encore une fois, c'est une population extrêmement jeune. La plupart de nos pays membres du Sud, en Afrique notamment, ont jusqu'à 70 % de leur population qui a moins de 25 ans. L'Organisation doit donc s'adapter à cette démographie. La démographie africaine, d'ailleurs, est celle qui porte la langue française. Le nombre de locuteurs de la langue française va augmenter, d'après les prévisions de l'Observatoire de la langue française – qui est chez nous à l'Organisation, à Paris –, mais à condition que cette démographie africaine qui galope

soit accompagnée de plus de présence de la langue française. Ma devise, en tant que secrétaire générale de la Francophonie, c'est de vraiment faire reculer le recul du français.

Je ne suis pas du tout pour une Francophonie hégémonique. Je pense qu'aujourd'hui, 51 ans après la création de cette organisation, nous nous inscrivons, et c'est la réalité, dans un monde beaucoup plus diversifié sur le plan linguistique. Nous sommes dans un monde qui demande que des organisations à caractère linguistique puissent s'intégrer avec d'autres organisations, avec beaucoup plus de flexibilité.

Et pour répondre à la dernière partie de la question, j'espère que ceux qui viendront après moi pour gérer cette belle organisation vont continuer dans cette voie pour que l'on arrête de s'éparpiller.

Thierry de Montbrial

Tout est chronométré ici, malheureusement. Je vais te poser une question un peu pour titiller, parce que nous ne manipulons pas la langue de bois ici. D'ailleurs, je n'ai jamais su comment traduire en anglais « langue de bois ». Je crois que c'est intraduisible. Comment est-ce que tu le dis ? Cela n'existe pas.

Louise Mushikiwabo

Déjà, il n'y a pas de langue de bois en anglais, dans le monde anglo-saxon.

Thierry de Montbrial

Il n'y a pas de langue de bois dans le monde anglo-saxon. Précisément, c'est ma question. À une époque, qui est franchement politique, on parle beaucoup, ces temps-ci, de l'AUKUS. C'est une alliance entre les États-Unis, l'Australie, et la Grande-Bretagne. En réalité, les Français diraient que c'est anglo-saxon, et nous disons plutôt anglo-américain, c'est la forme la plus correcte.

C'est cela, ma question un peu piège. Est-ce qu'il y a dans l'idée de Francophonie sur le plan politique l'idée que le monde anglo-américain a une existence en soi, comme l'AUKUS peut en donner l'impression ?

Louise Mushikiwabo

Ce n'est pas tellement un piège, c'est plutôt une question compliquée. Est-ce que ce monde existe ? Oui et non. Là, tu parles de trois pays, des pays continents peut-être, comme les États-Unis, un pays que je connais bien pour y avoir vécu très longtemps.

Je pense de plus en plus que la notion de pays souverains qui s'associent, de groupements classiques de pays, ne sera pas à caractère linguistique. Je pense que l'intérêt est beaucoup plus géopolitique que linguistique dans l'AUKUS. Et j'ai aussi l'impression – je suis de très près tout ce qui se passe dans le monde pendant cette période sanitaire qui nous a tous surpris – que les groupements de pays vont de plus en plus aller par intérêts ou par thèmes, plutôt que par géographies ou même par groupements géopolitiques qui existent, comme le G7 ou les Nations Unies elles-mêmes. Je pense que l'on va avoir de plus en plus de nations

qui se mettront ensemble pour un sujet bien précis. J'allais dire pour le terrorisme, mais c'est un phénomène mondial.

J'ai l'impression aussi que les pays vont de plus en plus fonctionner d'une manière éphémère sur un sujet, changer d'alliance, aller sur un autre sujet et peut-être aussi changer les membres de ces groupes.

Thierry de Montbrial

Malheureusement, nous n'avons pas le temps d'approfondir cela. La difficulté, c'est que si un pays veut faire pression sur un autre, il joue l'interfonctionnalité. Il y a forcément des influences. C'est d'ailleurs le sens de ce que nous disions ce matin à propos du commerce, et particulièrement du marché du gaz, par exemple. Les pressions russes actuellement, dans ce domaine, s'expliquent aussi par autre chose. C'est un vrai débat.

Louise Mushikiwabo

Regarde un peu. Nous sommes dans cette partie du monde, nous sommes dans le Golfe. Si nous prenons le monde arabe, il n'y a même pas plus de trois ans, nous n'aurions pas pu imaginer les alliances, les mésalliances, les changements qui s'opèrent aujourd'hui dans ce monde par rapport à la relation avec Israël, par exemple. Pour avoir été ministre des Affaires étrangères pendant dix ans, je sais que les permis de survol de n'importe quel pays de cette région font partie des aspects les plus stressants de nos voyages dans cette région.

Il n'y a pas que les Africains, il y a le reste du monde aussi. Nous avons un passeport quand nous allons en Israël, et nous avons un autre passeport quand nous allons dans certains pays dans cette région. Eh bien, ce n'est même plus le cas. Pour moi, les pays dans cette région, juste en observant et sans être spécialiste, sont plutôt sur le thème de la sécurité et la sécurité va dicter les relations. Elle va dicter de nouvelles alliances qui, parfois, vont même être éphémères.

C'est la même chose pour l'Afrique. Aujourd'hui, mon propre pays, le Rwanda, qui est en Afrique centrale de l'Est, est engagé dans la lutte contre le terrorisme au Mozambique. Les relations entre le Rwanda et le Mozambique sont des relations bonnes et cordiales depuis très longtemps, mais pas plus. Le fait que le Mozambique soit allé au Rwanda pour discuter de la contribution de troupes rwandaises au problème sécuritaire au Mozambique, cela fait partie de ce monde qui se fait et se défait, et qui n'est pas limité nécessairement.

Le Mozambique est un pays de la SADC, la Communauté des États de l'Afrique australe. Le Rwanda est membre de la Communauté des États de l'Afrique de l'Est et du Centre. Donc, cette alliance qui est vitale aujourd'hui, qui y aurait pensé il y a cinq ans ? Et je peux prendre les pays d'Asie aussi. C'est un monde, pour nous qui sommes dans les relations internationales, extrêmement intéressant.

Mais il faut s'y préparer. Il y a une sorte de désordre stratégique, si je puis m'exprimer ainsi, dont on devrait profiter pour faire avancer les idéaux, ce à quoi l'on croit. Cela peut être l'environnement, la jeunesse, l'égalité hommes-femmes, cela peut être tout ce qu'on veut.



Mais c'est un monde très intéressant parce que l'on peut changer de registre, on peut aller plus loin que chez soi.

En même temps, nous l'avons vu avec cette crise sanitaire, les États souverains ne sont plus capables tout seuls de gérer certains des défis mondiaux aujourd'hui. C'est impossible. Donc, on va aussi dans une pluralité d'acteurs, mais cela ne veut pas dire que l'on va y rester deux décennies, ce sera peut-être pour deux ans. C'est un monde très fluide.